

# LETTRE DE LA FED'AL

REJOIGNEZ UN PROJET, DES IDÉES ET UNE HISTOIRE

BULLETIN DE LA DIASPORA DU 03 AOÛT 2024



Depuis la participation du FLN lors de la conférence des pays non-alignés en avril 1955 à Bandung (Indonésie), le retour de l'Algérie nouvelle sur la scène internationale est de plus en plus une réalité. Éluë membre non permanent pour la première fois de son histoire au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie défend au sein de l'instance internationale la vision portée par le président Abdelmadjid Tebboune qui repose sur la préservation de la paix, fondées sur la coexistence pacifique, le règlement pacifique des différends, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et les idéaux de notre guerre de Libération.

L'investissement de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité dans la résolution des conflits traduit l'aura dont bénéficie le président algérien de la part de la communauté internationale. Pour preuve, la candidature de l'Algérie a obtenu 184 voix sur les 193 États membres de l'Organisation des Nations-Unies. Pour la quatrième fois de son histoire, l'Algérie entame son mandat au conseil de sécurité de l'ONU avec détermination et un engagement indéfectible de la diplomatie algérienne à contribuer activement à la promotion des vertus du dialogue afin de surmonter les différends et de renforcer la coopération internationale.

Dans un communiqué, la présidence algérienne avait indiqué que l'Algérie "qui ambitionne d'apporter sa contribution à l'action du Conseil de sécurité, est déterminée à focaliser ses efforts pour le renforcement de la paix et la sécurité internationales et d'un multilatéralisme revigoré avec des grands partenariats, la promotion des principes et valeurs du non-alignement ainsi que la poursuite de la lutte antiterroriste et la promotion de la participation des femmes et des jeunes à ces efforts internationaux".

# L'ALGÉRIE, UN ÉTAT SOUVERAIN JALOUX DE SON INDÉPENDANCE



En juillet 1962, avec l'indépendance de l'Algérie, quelque 50.000 soldats et cadres instruits, qui formaient les bataillons de l'ALN, constituèrent l'Armée nationale populaire (ANP), la force militaire de l'Algérie, chargée de la défense du pays.

En utilisant sa position géographique, ses ressources économiques et son héritage diplomatique pour exercer une influence notable dans le monde, l'Algérie est en capacité d'être reconnue comme un partenaire crédible et un allié fidèle. Ce que contestent ses détracteurs qui aspirent à reléguer l'Algérie au rang de "sujet" ou de "vassal" des grandes puissances.

Cependant, l'Algérie est un État souverain, attaché avec fierté et détermination à son indépendance. Depuis la guerre de Libération et l'indépendance du pays, l'Algérie n'a eu de cesse d'affirmer son autonomie politique, économique et culturelle sur la scène internationale. Ce sentiment d'indépendance est profondément enraciné dans l'histoire de la lutte pour la liberté, qui a coûté la vie à de nombreux Algériens et a forgé une identité nationale forte et résiliente.

Aujourd'hui, l'Algérie continue de défendre sa souveraineté face aux influences extérieures et travaille à renforcer ses institutions et son développement interne tout en maintenant une politique étrangère indépendante. L'Algérie utilise sa position au sein de l'ONU pour promouvoir ses intérêts nationaux et ceux du continent africain.

Pourtant, l'Algérie, qui joue un rôle significatif en Afrique, au Maghreb et au sein des instances internationales, paye un lourd tribut pour préserver son indépendance, son statut comme médiateur dans de nombreux conflits et pour sa politique étrangère indépendante et sa diplomatie non-alignée. En tant que membre actif de l'Union africaine, contribuant à des initiatives de paix et de sécurité, l'Algérie est désormais perçue comme un obstacle aux politiques impérialistes et prédatrices de certains États qui ne sont pas là pour promouvoir la justice sociale sur le continent africain, mais exploiter les richesses de ses contreparties pour les populations locales.

Grâce à ses ressources naturelles, notamment le gaz et le pétrole, l'Algérie a les moyens d'investir dans des projets de développement et d'infrastructure dans plusieurs pays amis, renforçant ainsi ses relations économiques et politiques. Mais les derniers chamboulements géopolitiques placent l'Algérie dans une position délicate en raison de son refus d'ingérence dans les affaires intérieures des pays limitrophes.



L'Assemblée nationale populaire est le cœur de la démocratie parlementaire de l'Algérie, lieu d'où la république algérienne tire sa légitimité et son autorité.

**Les détracteurs de l'Algérie affirment que l'on surévalue l'influence de ce pays au Maghreb, une région qui connaît une certaine instabilité, notamment du fait que l'Algérie soutient l'autodétermination du peuple sahraoui, ce qui a conduit à des tensions avec notre voisin marocain et son allié israélien. Toutefois, les bonnes relations bilatérales avec nos autres voisins sont généralement axées sur la coopération économique et sécuritaire. Avec la Libye, l'Algérie joue un rôle de médiateur dans le conflit civil.**

**L'Algérie contribue aux débats et initiatives, en particulier à travers ses interventions dans les forums internationaux. Dans le cadre du projet de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), bien que cette organisation régionale soit inopérante, l'Algérie continue de prôner une intégration régionale renforcée pour donner vie à cette organisation. Un investissement algérien qui déplaît et provoque l'ire de certains acteurs qui refusent de voir régner la paix au Sahel et au-delà.**

**Historiquement, l'Algérie a toujours été un leader du mouvement des Non-alignés, ce qui se reflète dans sa politique extérieure. Là aussi, dans un monde dans lequel les puissants imposent leurs diktats aux nations les plus faibles, l'Algérie participe activement aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et siège régulièrement au Conseil de sécurité en tant que membre non permanent, où elle défend les causes palestiniennes, sahraouis, africaines et arabes.**

**L'Algérie dispose d'institutions fortes, d'une armée nationale qui peut déployer une capacité militaire importante et d'un peuple qui s'est toujours attaché à perpétuer l'héritage révolutionnaire que nous ont légué nos martyrs. Par exemple, l'Assemblée nationale populaire, actuellement en phase de réhabilitation, est vouée à porter les intérêts de la nation tout en restant ouverte au monde.**

**Expression éclairante de l'ordre démocratique, l'institution nationale nous rappelle que l'Algérie reste souveraine dans chacun de ses choix. On prend conscience de sa véritable dimension à la lumière de la levée de boucliers qui suit chacune de ses décisions. Quand les députés européens se mettent à distribuer les bons et les mauvais points à l'Algérie, sans qu'ils sentent le besoin de s'expliquer auprès des autorités algériennes, nous leur rappelons fermement que nous ne sommes pas une région du tiers-monde. Ils ne peuvent pas s'attaquer injustement à un grand pays qui sait se défendre.**

**L'Algérie peut couper les ponts avec l'UE, tout comme avec la France, sans en souffrir en raison de son statut de pays non aligné, acquis de haute lutte qui lui procure la respectabilité de l'écrasante majorité des pays de la planète. Nous réprouvons la tendance à l'ingérence dont ont fait montre plusieurs États européens envers l'Algérie, mais nous portons un respect réciproque envers ceux qui respectent la République algérienne, ses lois, ses dirigeants et son peuple.**

# APRES GAZA, E. MACRON PIÉTINE (ENCORE) LE DROIT INTERNATIONAL



La France de Macron renoue avec sa mentalité néocoloniale oubliant que par son passé et ses sacrifices, l'Algérie ne plaisante pas avec la cause des peuples occupés comme le peuple palestinien et le peuple sahraoui. Par conviction !

Alors que l'Algérie a été une colonie française pendentif de plus d'un siècle, les décisions prises par le président Abdelmadjid Tebboune, depuis son élection en 2019, s'inscrivaient dans un désir algérien d'être traité d'égal à égal avec la France.

Souvent sujette à des tensions, la relation entre la France et l'Algérie vient de vivre une séquence des plus inattendues. Sans crier gare, Emmanuel Macron a adressé un courrier annonçant le soutien de la France au plan marocain sur le Sahara occidental au détriment du peuple natif, les Sahraouis.

Alors que jusqu'ici, le président français avait tenté de naviguer avec soin et précaution dans ses relations délicates avec l'Algérie, ce revirement marque une véritable rupture entre les deux pays alors que la visite d'État du président algérien était envisagé en fin d'année et que les travaux de la commission mémorielle commençaient à produire ses premiers fruits.

Au lieu de promouvoir une coopération tripartite bénéfique pour tous entre la France, l'Algérie et le Maroc, ce geste inamical, pour ne pas dire hostile, est déjà perçu par le peuple algérien et son gouvernement comme un dangereux déséquilibre dans la diplomatie française au Maghreb. Faut-il rappeler aux Français que la question du Sahara occidental, comme celle de la Palestine occupée, constituent des lignes rouges à ne pas franchir pour l'État algérien ?

L'étrange choix diplomatique d'Emmanuel Macron en faveur du Maroc brouille davantage sa position à l'égard du droit international et du droit à l'autodétermination des peuples occupés.

Une posture sévèrement ébréchée depuis son soutien inconditionnel en Israël, alors même que l'armée de l'entité sioniste est engagée dans un génocide contre le peuple palestinien. Face à l'occupation armée de terres sahraouies par le Makhzen, Emmanuel Macron lance un mauvais message à l'adresse de la communauté internationale et conforte ainsi le royaume chérifien dans ses actions violentes contre la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Si l'Algérie a immédiatement rappelé notre ambassadeur, pourtant le moment n'est pas venu de mener des actions coercitives contre le gouvernement français alors que les Algériens sont appelés aux urnes pour élire leur président. Toutefois, l'affront fait à l'Algérie et aux efforts du président algérien d'apaiser les relations bilatérales ne peut rester impuni au risque de discréditer notre chef d'État et de faire passer l'Algérie pour une nation faible.

Depuis trop longtemps, la propagande anti-algérienne prétend que l'Algérie aurait plus à perdre que la France en cas de bras de fer, c'est ce que pensaient aussi l'Espagne et l'Europe avant de découvrir que si l'Algérie pouvait être un partenaire fiable, elle savait aussi défendre sa souveraineté nationale.

Pour rendre encore plus ridicule cette affaire, la France accuse l'Algérie d'avoir permis à l'Iran de devenir un acteur clé dans le conflit opposant le Maroc au Front Polisario.



Le Maroc propose une large autonomie pour le Sahara occidental sous sa souveraineté, tandis que le Front Polisario insiste sur un référendum avec l'option de l'indépendance.

Pourtant, pas un mot d'Emmanuel Macron sur les ingérences incessantes et les livraisons d'armes au Maroc de la part des Européens, des Émirats arabes unis, d'Israël et des Américains.

Emmanuel Macron, à l'instar de Benjamin Netanyahu, oublie que rien ne peut se faire sans les concerner. Israël voudrait créer un État palestinien artificiel sans que les Palestiniens puissent avoir un quelconque droit de cité. La France et le Maroc pensent aussi que l'avenir du Sahara occidental peut se construire sans les Sahraouis. Le référendum d'autodétermination pour décider du statut final du Sahara occidental, attendu depuis 1991 et bloqué par les États-Unis, est le seul moyen légal de mettre un terme à l'annexion des territoires sahraouis par le Maroc. Ou que les Sahraouis décident d'affirmer leur allégeance en tant que sujets du royaume.

En réalité, la nouvelle position française n'est pas qu'une reproduction des positions exprimées auparavant, elle les dépasse de très loin d'ailleurs. Aux yeux de l'Algérie, c'est purement et simplement l'abandon du processus de règlement onusien et cette volte-face irréfléchie de la France aboutira à une impasse dans laquelle le plan d'autonomie est embourbé depuis plus de 17 ans.

Le plan marocain défendu par Emmanuel Macron n'est qu'une manière détournée de légitimer la colonisation du Sahara Occidental, alors que c'est bien le peuple sahraoui seul qui, par les armes, a mis un terme à la colonisation espagnole sans aucun soutien du Maroc qui n'a jamais défendu sa prétendue intégrité territoriale.

Que le Maroc se débarrasse d'abord des trois enclaves coloniales espagnoles présentes sur son propre territoire avant de revendiquer la moindre parcelle de terre du peuple sahraoui courageux.

Enfin, il est tout de même surprenant d'observer ce virement français au moment même où l'ONU s'attèle à réactiver le mécanisme de relance des négociations de paix entre le Maroc et le Front Polisario.

### Aux vaillants combattants du peuple Sahraoui

Le soleil dans une main et la lune dans l'autre main ; Je jure que la nuit aussi longue qu'elle soit ne peut vaincre l'aurore ; Les nuages dans une main et les étoiles dans l'autre main ; Je jure que l'exil aussi amer qu'il soit ne peut effacer l'espoir ; Un fusil dans une main, une fleur dans l'autre main ; Je jure que la lutte et le combat aussi durs qu'ils soient ; Ouvrent le chemin de l'amour le chemin de la liberté ; Le chemin du soleil...

Poème dédié à lutte des Sahraouis

# J.O. DE PARIS, NOS ATHLÈTES CIBLÉS PAR DES CAMPAGNES DE HAINE



Aujourd'hui, avec l'affaire de la boxeuse Imane Khelif, nous constatons que le sport n'est plus un puissant vecteur de défense des causes justes et de promotion des valeurs universelles telles que l'égalité, la justice et la paix.

**Comment ne pas prendre conscience de la petitesse des débats publics en France au regard des nouvelles polémiques qui ont secoué les réseaux sociaux et perturbé le sommeil de tous les racistes de France et de Navarre. Et au-delà ! ?**

**Les polémiques inédites dans l'histoire des Jeux Olympiques survenues après la victoire de la boxeuse algérienne Imane Khelif et après le geste des membres de la délégation algérienne sur la Seine révèlent de manière aigüe les vicissitudes de la société française dans leur rapport à l'Algérie et à la question coloniale.**

**Le Comité Olympique Hongrois, le président de l'IBA, Donald Trump, la nageuse américaine Riley Gaines, Elon Musk, les italiens Giorgia Meloni et Matéo Salvini, l'auteur d'Harry Potter Johanne Rowling, pour ne citer qu'eux, accusent notre boxeuse d'être un « homme » alors qu'à plusieurs reprises le Comité International Olympique (CIO) avait déclaré qu'Imane Khelif était bien une femme et qu'elle respectait, au même titre que les autres compétitrices, les règles d'éligibilité. C'est à cause de cette haine crasse anti-algérienne qu'Imane Khelif avait été victime d'une décision arbitraire de la Fédération internationale de Boxe (IBA). De même, l'Algérie, pays qui rejette toute banalisation du changement de sexe, a publié un communiqué défendant la boxeuse et rappelant qu'elle est une femme depuis sa naissance, comme il est indiqué sur son passeport.**

**Une affaire qui a viré au psychodrame. Imane Khelif est une athlète hyperandrogène (suite à une production naturelle plus élevée d'hormones) et non pas le porte-étendard de la cause transgenre. Malgré les excuses de la boxeuse italienne, Angela Carini, et les publications racistes de la boxeuse hongroise Anna Lucas Hamori (qui rencontre notre boxeuse ce 3 août), le cyberharcèlement n'a fait qu'augmenter. Sur Twitter, la boxeuse hongroise a publié une photo la représentant en boxeuse face à un démon de l'enfer. Cette publication qui viole les règles olympiques de bienséance et de fairplay aurait dû provoquer la disqualification de l'athlète hongroise. Face à ces attitudes honteuses et stupides, des millions d'Algériens ont affiché un soutien inconditionnel à notre athlète.**

**Les racistes prétendent qu'Imane Khelif domine la discipline en raison de ses caractéristiques génétiques masculines qui, selon eux, lui donneraient un avantage certain face à ses adversaires. Pourtant, malgré ses bons résultats, l'algérienne ne domine pas son sport et a déjà été vaincue par neuf boxeuses. Des faux arguments qui montrent le degré de haine orienté contre notre athlète et notre pays et le manque de courage de certaines instances sportives pour appliquer des règles équilibrées entre équité et inclusion alors qu'il n'y a pas de consensus scientifique sur la manière dont la testostérone affecte la performance sportive. Imane Khelif n'est-elle pas atteinte du syndrome des ovaires polykystiques (SOPK), une maladie hormonale touchant 8 à 13 % des femmes dans le monde d'après l'OMS ?**



En jetant des fleurs dans la Seine, ce geste symbolique rappelle les luttes pour l'indépendance et les droits civiques, et souligne l'importance de la mémoire collective.

**C'est dans la même veine qu'aux cris de « Tahia Djazair », les membres de la délégation des athlètes algériens ont jeté des roses rouges dans la Seine au niveau du pont d'où des dizaines d'Algériens sont morts lors de la terrible répression des manifestants indépendantistes du 17 octobre 1961.**

**Ce geste hautement symbolique de la part de la délégation algérienne, qui vise à honorer les personnes qui ont perdu la vie ce jour-là et à rappeler l'importance de la mémoire historique et de la reconnaissance des injustices passées, a fait l'objet d'une violente campagne de haine de la part de la droite et de l'extrême-droite alors que les massacres du 17 octobre 1961 restent encore méconnus et minimisés dans l'histoire officielle française. Par ce geste patriotique, nos athlètes ont rappelé que les crimes du préfet de police Maurice Papon ont laissé une profonde cicatrice dans la mémoire collective algérienne.**

**De même qu'en rendant hommage aux victimes de cette répression en pleine lumière, les athlètes algériens rappellent également l'importance de la reconnaissance des violences coloniales et des injustices historiques. Ils ont, à leur manière, sensibilisé le public international à cet aspect sombre de l'histoire franco-algérienne.**

**Le sport a toujours été un vecteur de mobilisation pour les militants indépendantistes. Le Front de libération nationale avait monté une équipe de football clandestine. Interdite par l'UEFA, l'équipe du FLN, emmenée par l'attaquant Rachid Mekhloufi, avait multiplié les matchs d'exhibition aux quatre coins du monde. Brahim Boushaki était un athlète polyvalent, connu pour ses performances en athlétisme, qui a utilisé sa notoriété pour soutenir le mouvement indépendantiste. Ces sportifs algériens ont non seulement contribué à la promotion de la cause algérienne sur la scène internationale, mais ils ont aussi sacrifié leurs carrières et leur sécurité pour l'indépendance de l'Algérie.**

